

# Le O.U.I. de la Social-Démocratie française : Outils – Utopies - Idéologie

Ph. Cuyaubère, P. Larcin, P. Marco, Ph. RIS  
1<sup>er</sup> juin 2007

## I. La social-démocratie : idéologie, outils et utopie

Le PS s'est enrichi de nombreux nouveaux adhérents, mais certains semblent plus attirés par telle personnalité que par le contenu idéologique de ses propositions. Beaucoup sont favorables à la rénovation du PS et ne semblent pas s'opposer fondamentalement à la social-démocratie dans ses objectifs. Cependant, nous constatons tous qu'un grand nombre d'entre eux sont prêts à suivre des « icônes » populaires, même dans leurs errements d'image, d'affect, d'effet de groupe ..., ce qui est loin d'un engagement citoyen réfléchi et constructif.

C'est pourtant un point essentiel qui caractérise le militant socdem. Pour être entendus, pour ne pas laisser le PS dériver dans la démocratie d'opinion et le culte de la personnalité, il nous faut faire preuve d'une pédagogie qui fasse bien faire comprendre notre idéologie, et si nous devons faire un effort de diffusion, il doit porter sur la doctrine. La majorité des électeurs, qu'ils soient socialistes ou non, semble avoir une perception erronée de la social-démocratie. Pour beaucoup, il suffit d'être réaliste dans la gestion de la société capitaliste, d'avoir des valeurs plus humanistes que cyniques pour se voir classé ipso facto parmi les socdems. Donc Borloo et Bayrou seraient des socdems, ce qui est loin de la réalité.

Si nous ne communiquons pas sur l'idéologie et la doctrine de la social-démocratie, la confusion perdurera. La social-démocratie se distingue par un bagage idéologique complexe et profond qui est sur la voie d'une rénovation importante (ce qui est un des buts du Manifeste). Peut-être la dissipation de cette confusion nous fera-t-elle perdre en popularité dans l'électorat de droite, mais elle nous fera gagner en visibilité et en force de conviction partout. Elle nous réconciliera avec un électorat qui, de la gauche au centre, est orphelin d'avenir. Enfin, cela nous permettra d'être perçus autrement que comme de vagues centristes, voire des droitiers, et cela permettra à ceux qui, hier, ont été trompés par les sirènes d'une communication trompeuse, de mieux structurer leur pensée politique.

Si une idéologie renouvelée est à l'évidence très attendue dans une époque où la politique se nourrit essentiellement de rapports de force basiques sans envergure historique ou sociétale (le but est de gagner l'élection et c'est tout), il n'en demeure pas moins qu'il manque au moins deux choses supplémentaires pour entraîner une meilleure adhésion et une identification à ce projet :

- 1) une batterie renouvelée d'outils (quels sont les moyens de la mise en œuvre ?).
- 2) une utopie (vers quel idéal nous dirigeons-nous ?)



---

En l'absence d'outils, tout élu se retrouve dans la position du « gestionnaire de l'existant », avec peu d'espoir d'en sortir. Dans un raccourci rhétorique symbolique, on retrouve ce cheminement dans deux déclarations de L. Jospin qui, parti d'un « il s'agit d'un choix de civilisation » arrive après quelques mois d'exercice du pouvoir à « nous sommes les gestionnaires du quotidien ». Il ne faut pas s'y résigner !

En l'absence d'utopie, même lointaine et improbable, les citoyens se retrouvent dans la situation de la gestion du quotidien, dans le matérialisme de l'immédiat, avec peu d'espoir d'un monde meilleur autre que le progrès technologique ou l'accumulation stérile de richesses. Le discours économique que le personnel politique est amené à leur tenir n'a que peu de chances d'entraîner une acceptation enthousiaste.

Cette contribution traitera essentiellement des outils et de l'utopie puisque ce sont les points où nous manquons peut-être actuellement le plus de matière.

Ceci ne remet évidemment pas en cause l'importance de la rénovation de l'idéologie social-démocrate à la française et du besoin de contributions sur ce sujet ; on se reportera à la rédaction finale du manifeste sur ce point.

## II. Les outils classiques

Actuellement, les moyens de transformer la société se réduisent à un seul outil, issu de cet objectif qui voulait rendre la société plus égalitaire : **l'impôt comme source de redistribution.**

Le mécanisme de cet outil est simple (effectuer un transfert de richesses des plus riches vers les plus nécessiteux) de façon à corriger les inégalités de départ.



Hélas, l'impôt redistributeur, s'il réussit effectivement à éviter la catastrophe, ne parvient pas à corriger les déséquilibres structurels de la société. C'est un des constats importants des trois socialismes proposés par Dominique Strauss-Kahn. Par ailleurs, les plus riches ou supposés tels ont de multiples moyens d'échapper à l'impôt, ce qui le rend largement inefficace (Cf. la « Note Pour l'Égalité Réelle » de DSK).

Élément aggravant, l'impôt redistributeur a perdu sa finalité utopique (une société égalitaire) pour devenir un simple instrument de gestion : trouver un financement à tout nouveau problème. Perdant cette finalité « utopique », l'impôt est de plus en plus mal accepté, arrivant même pour certains à un niveau si caricatural qu'ils le qualifient de « racket d'état volant le fruit du travail pour le donner à ceux qui ne veulent rien faire ».

Ce contresens de l'impôt, d'ailleurs, n'est pas une particularité issue de la gauche. En effet, la droite arrivant au pouvoir ne supprime que très rarement un impôt, elle introduit des exceptions permettant d'y échapper (les lois fiscales de N. Sarkozy en sont un exemple flagrant : bouclier fiscal, défiscalisation des prêts... Qui peut en bénéficier si ce n'est ceux qui ont les moyens d'accéder à la propriété et des revenus suffisants ? Ici on ne corrige rien, on aggrave les écarts), ce qui constitue une acceptation assez cynique de l'outil : l'impôt réussit à la fois à arriver à un niveau trop haut de pression (pour ceux qui le paient effectivement) tout en permettant à ceux qui ont accès à la compréhension des mécanismes fiscaux d'y échapper pour tout ou partie.

Le haut niveau de pression fiscale justifie et entretient cyniquement l'existence de la défiscalisation ce qui au final aboutit à trois classes de citoyens : ceux qui ne paient pas l'impôt direct car trop pauvres, ceux qui paient l'impôt car pas assez riches, ceux qui défiscalisent car assez riches ou assez bien informés.

---

On voit ici que l'utopie égalitaire est complètement détruite par la perversion de l'outil.

En dehors de l'impôt, il est difficile de trouver d'autres outils largement mis en œuvre en dehors des intentions de la Constitution, la loi, l'enseignement, le rôle économique de l'Etat...

### **A. La Constitution**

La Constitution introduit des objectifs utopiques dans son préambule de 1946 (égalité des sexes, droit du travail, conditions nécessaires au développement des familles, ...) mais au final, elle n'introduit pas d'outils « impératifs », pas d'obligation formelle de rééquilibrage, et au final, l'impôt est utilisé pour ce qui finit par être un vague objectif.

Il nous paraît important de transformer la nature même de la Constitution qui doit passer du « simple » texte organique de fonctionnement de la République, vers un texte qui définisse la mise en œuvre de la citoyenneté : répondre aux besoins fondamentaux du citoyen (ce dont un citoyen a besoin pour être un citoyen) et exercer la citoyenneté (la République et son fonctionnement, les pouvoirs, les droits et devoirs de la citoyenneté).

### **B. La loi**



La loi et en particulier le droit opposable qui était à la mode lors de l'élection présidentielle, va dans le sens d'une utopie (un monde sans SDF, le droit à la meilleure éducation, ...), mais si on perçoit la finalité (logement pour tous par exemple), on ne définit justement pas l'outil pour y arriver (la plainte...devant les tribunaux administratifs...ne construit pas les logements manquants et elle est de plus hypothétique car difficile à mettre en œuvre pour un exclu du système).

Dans ce cadre, la loi devrait définir les liens qu'il y a entre tous les droits opposables et la réponse aux besoins fondamentaux du citoyen, tels qu'ils sont définis par la Constitution.

### **C. L'éducation**

L'éducation de la République est également un outil puissant. Mais cet outil dysfonctionne clairement (en crise permanente, inefficacité récurrente pour la formation professionnelle, efficacité trop limitée pour former à la citoyenneté, ascension sociale en panne, inclusion trop faible des minorités de toutes sortes, ...).

Ce sujet mérite une contribution à lui seul et nous ne le traiterons que de façon hélas superficielle ici :

Il semble que le problème de fond soit double :

- un problème de direction du corps enseignant (les grèves quasi-cycliques, le ressenti d'absence de soutien hiérarchique, le stress voire les dépressions ressemblent à des symptômes de lacunes de management et/ou d'encadrement)
- un problème de déphasage avec le monde moderne (quel est la place de l'enseignement lorsque wikipédia répond à vos questions d'un seul coup de clic, quelle est la place de celui qui diffuse le savoir dans une société qui « désespère » de l'utilité du savoir, quelle est la place de l'école dans une société qui se méfie de ses administrations, quel est le service public rendu par l'éducation ?).

---

Ceci n'est qu'une analyse imparfaite parmi beaucoup d'autres. Il semble important que la social-démocratie se rapproche cet outil fondamental et indispensable à la formation du citoyen, mais le sujet semble « douloureux ». Le courage est indispensable.

Il existe un autre aspect d'éducation, plus restreint et qui nous concerne au premier chef en tant que parti, il s'agit de la "formation spécifique des militants". Il semble se dégager deux approches opposées sur ce sujet :

-la première approche est de dire que puisque les médias nous abreuvent d'une soupe peu rigoureuse ou orientée, il faut reprendre et enseigner le fil historique de ce que nous sommes : travail collectif, soutien à la laïcité (qu'est-ce que c'est), à l'école, etc. Il faut par ailleurs expliquer la profondeur et la complexité de l'idéologie. Aujourd'hui, la formation politique est « sous-traitée » à Sciences-Po, ce qui est insuffisant en termes de massification des enjeux.

-L'autre approche est de constater que ce qui nous manque, ce ne sont pas des érudits incollables sur l'histoire du socialisme, mais au contraire des bétotiens qui arrivent avec leur idée naïve du socialisme (issue du réel) et qui n'hésitent pas à questionner l'évidence, qui n'hésitent pas à remettre en cause l'acquis centenaire (en partie parce qu'on ne sait pas que c'en est un). Autrement dit, ne pas savoir est un moyen de casser le moule qui conduit tout le monde à penser de la même façon.

La première approche a le mérite de l'efficacité, la seconde peut briser le formatage (au risque cependant de sombrer dans l'absurdité), et donc la pensée unique qui nous engluie finalement dans une bureaucratie gestionnaire.

Donc, un outil de formation du militant, oui, mais ramené à ce qui ne contraint pas la pensée. L'espoir est qu'au fil de temps, les anciens transféreront aux jeunes ce qui est nécessaire pour être efficace, et inversement.

### ***D. l'Etat comme acteur économique***

C'est évidemment un des puissants outils historiques de la gauche et un des clivages actuels. La social-démocratie abandonne l'idée d'un État qui s'approprie l'action économique de façon musclée et non négociée, pour concevoir un État qui reconnaisse le marché. Bref, un État qui n'intervient que de façon ponctuelle et raisonnée, si cela est nécessaire, là où cela est nécessaire, pour ce qui est nécessaire.

On passe par exemple de l'état « nationalisateur » à un outil plus pointu comme celui des nationalisations / dénationalisations temporaires proposé par DSK.

Cependant, si cet outil est à l'évidence efficace dans bien des situations, il est d'une faible efficacité face à la sphère financière, puissante et très rapide, capable de menacer le tissu économique aussi bien en jouant à la hausse qu'à la baisse, aussi bien par la rentabilité que la faillite. Il faut doter la République d'un outil financier ayant une surface financière capable de contrecarrer rapidement ou préventivement les actions potentiellement néfastes de la sphère financière. Il apparaît nécessaire de discuter de l'opportunité de la création de fonds éthiques, gérés par des professionnels de la finance mais selon des critères HQS (Haute Qualité Sociale – à définir sur le contenu) contrôlés par les partenaires sociaux.

L'utopie est ici que la sphère financière soit gouvernée par des objectifs sociaux tout en respectant les impératifs de survie industrielle et économique. Les acteurs sociaux doivent orienter les actions de la sphère financière plutôt que d'en subir les contrecoups.

---

### **III. Les outils novateurs actuels**

Nos élus sociaux-démocrates ont introduit des pistes pour de nouveaux outils, sans peut-être assez « théoriser », sans expliquer ou sans aller au bout de la réflexion.

#### **A. La Couverture Maladie Universelle**

Les mécanismes de type CMU sont un premier exemple d'outil novateur. Au départ, on constate qu'il existe un déséquilibre sociologique ou démographique structurel vis-à-vis des soins. Avant la CMU, telle catégorie de citoyens ne pouvait pas se soigner parce qu'ils appartenaient aux classes défavorisées de la société, ou à une tranche d'âge disposant d'un accès difficile aux soins.



En introduisant des mécanismes permettant de fournir les soins (et pas de redistribuer de l'argent pour se soigner), on a pour objectif de supprimer en grande partie l'inégalité en face d'un besoin fondamental.

Dans cet exemple, l'impôt est toujours nécessaire pour financer la mesure, mais il entraîne moins de rejet dans le sens où on ne redistribue pas de l'argent mais où il finance un soin, donc un besoin vital.

#### **B. La gratuité des transports**

Ce deuxième élément utilisé en particulier par la région Île-de-France est dans la même veine, mais avec un mécanisme encore plus intéressant.

Là aussi, il s'agit de réparer un problème de déséquilibre structurel. De part sa densité et son étendue, la région Île de France impose des besoins très importants de transport, aussi bien par la fréquence que par la distance. Toute personne ayant de faibles revenus rencontre d'énormes problèmes pour trouver du travail (entre autres). Ne pas pouvoir se déplacer constitue une trappe à misère insurmontable, à moins de frauder. La région a introduit la gratuité des transports pour ces citoyens, ce qui règle le problème. Mais ce qui est encore plus intéressant que pour la CMU, le financement de cette disposition est invisible au contribuable ou aux autres voyageurs : le service public est le même avec ou sans cette disposition spécifiquement dédiée à une catégorie défavorisée de citoyen, et l'acte d'achat du titre de transport n'est pas visiblement impacté par cette mesure. On évite le rejet épidermique de l'impôt, donc de la mesure qu'il finance.

#### **C. Le service public de la petite enfance**

C'est une proposition introduite par la social-démocratie lors de la dernière présidentielle. Nous constatons là encore un déséquilibre structurel qui aboutit à constituer une « trappe à misère ». Le simple fait de naître dans un milieu défavorisé induit un déficit de « stimulation de l'éveil » des jeunes enfants, ce qui se traduira plus tard par des problèmes d'éducation, de (dis)qualifications professionnelles voire de délinquance.

La redistribution par l'impôt (allocations familiales ou autres) s'avère n'être que des perfusions qui maintiennent en vie les familles mais qui ne permettent pas de sortir de la trappe.

La distribution de prestations financières à l'âge adulte n'est qu'un palliatif beaucoup trop tardif.

En créant un service public de la petite enfance, on a l'ambition de fournir, non pas une prestation financière, mais ce qui manque effectivement à l'éveil de l'enfant (une sorte

---

de CMU de l'éveil et de l'éducation). Là aussi, il s'agit d'un besoin fondamental qui n'est pas satisfait à cause des déséquilibres de la société et de la situation spécifique des parents.

On notera toutefois que le cas de ce service public est complexe à mettre en œuvre : comment détecter, comment fournir le bon niveau d'éveil, comment pallier les déficits familiaux issus du stress, de la dépression ou d'autres problèmes rencontrés par les parents ?

### **D.Synthèse**

On voit que ces exemples ont des points communs :

- un déficit initial sur un besoin fondamental,
- un déficit qui découle d'un déséquilibre structurel de la société
- un déficit qui constitue une trappe à misère
- un déficit qui n'est pas corrigé par la redistribution issue de l'impôt
- un déficit qui est corrigé par l'apport direct de ce qui manque

## **IV.Théorisation d'un nouvel outillage pour la socdem**

L'allocation financière redistribuée via l'impôt n'est qu'un outil de sauvetage, un palliatif utilisé faute d'un outil curatif. C'est une mesure sociétale, mais pas sociale.

Nous devons nous attacher à fournir ce qui manque, pas à fournir l'argent qui pourrait pallier à ce qui manque.

Même s'il est clair que cette approche doit également être financée, elle a l'avantage de moins être perçue comme un « détournement » de l'argent gagné par certains vers une perfusion au final inutile pour d'autres.

Elle oblige à se pencher sur la résolution des causes au lieu de se contenter de gérer.

La solution est parfois simple (cas des transports), parfois complexe (service public de la petite enfance).

A minima, nous devons envisager de créer de tels outils pour tous les besoins fondamentaux qui représentent des « trappes à misère » :

- 1)alimentation (aujourd'hui assurée par des associations caritatives)
- 2)soin (amélioration de la CMU)
- 3)logement (le non-traitement récurrent du problème des SDF est un scandale absolument immoral)
- 4)énergie (la brique de base de la richesse)
- 5)transport (généralisation de la solution francilienne)
- 6)société réalisant l'inclusion des individus (au sens de non-citoyens) et des citoyens (la brique de base de la construction de la société)

**La République doit garantir la mise en place d'outils permettant de libérer les individus et les citoyens de leurs besoins fondamentaux (alimentation, soin, logement, énergie, transport), de les éduquer pour les amener à un niveau de citoyenneté active et responsable n'excluant personne.**

---

## V. Outils possibles

### A. La faim et les soins

Pour ce qui concerne l'alimentation et les soins, l'outil est simple, évident, il existe déjà : on pourrait **institutionnaliser (inscrire dans les moyens constitutionnels) des outils du type « restaurants du cœur », médecin du monde, ... et les associations de ce type.**

L'utopie associée à ces outils est simple : nous voulons une République dans laquelle on ne peut plus mourir de faim, de froid ou par manque de soins.

### B. Le logement

Il faut garantir à tous les foyers un **niveau minimal d'hébergement**. La loi SRU devrait avoir un tel rôle, elle est cependant en situation d'échec : certaines communes et leurs habitants ne veulent pas héberger des populations auxquelles elles ne s'identifient pas, le niveau de construction de logements sociaux est très en-dessous des besoins et enfin la loi ne règle pas le cas des personnes durablement non solvables. Cette situation dramatique induit des situations de travailleurs et de familles SDF, de renaissance des bidonvilles, de morts statistiquement prévisibles. Ne rien faire est une lâcheté et une infamie. A minima, chaque commune doit mettre à disposition un certain nombre d'asiles (X pour mille de la population) disposant de l'eau courante et d'un minimum d'électricité, fournissant le niveau minimal de dignité à tous citoyens, sans contrepartie.

Ne pas le faire revient à entretenir volontairement l'élimination des SDF les plus faibles par la mort, à faire perdurer le commerce des marchands de sommeil, à garder une redoutable trappe à misère, à entretenir une part de la violence, à faire perdurer des situations sanitaires indignes de notre société.

Les locaux permettant de créer de tels asiles existent probablement déjà dans une très grande majorité de communes : est-il plus difficile de trouver 9m<sup>2</sup> habitables que de construire une salle des fêtes ou un gymnase ? Le poids porté par une commune paraît dérisoire en regard de l'enjeu si l'on prend par exemple l'hypothèse d'un asile pour 5000 habitants.

L'utopie associée à cet outil est la disparition de la forme la plus visible et la plus scandaleuse de la misère de notre société.

### C. L'énergie

Il faut garantir à tous les foyers un **niveau minimal d'énergie gratuite** permettant de couvrir la réfrigération des aliments, un certain niveau de lumière, un niveau minimal de climatisation. Pour ce qui est de la réfrigération et de la lumière, l'engagement peut se faire à travers le service public fourni par EDF, ce qui redonnerait un nouveau souffle citoyen à cette entreprise quitte à induire sa redéfinition en termes de service public.



Le niveau minimal de chauffage peut être atteint par le même moyen tout en faisant attention à ne pas induire de biais anti-écologiques ou énergivores (l'électricité n'est pas le meilleur moyen de se chauffer). Le financement de cette mesure peut être à la fois obtenu sur la part des bénéficiaires de la société nationale et sur un gain dans ses dépenses de fonctionnement ou statutaires. Le financement des avantages particuliers de la société est typiquement un point qui doit être discuté dans l'optique d'une solution qui ne lèse pas les salariés tout en renforçant le service public fourni.

---

L'utopie associée à cet outil est tout simplement de créer un bond de civilisation : disposer d'un niveau minimal d'énergie gratuite est la base de la vraie richesse d'une société. Cela rejoint d'une certaine façon la gratuité partielle des transports (point suivant).

### ***D. Les transports***

Il faut travailler sur un outil qui garantisse un **quota minimal de transport à tous les citoyens** (l'égalité est une condition nécessaire d'acceptation). Cela ne changerait rien aux transports déjà mis en place si ce n'est leur mode de financement. Là, il est clair que l'impôt interviendrait en partie : le service public des transports serait financé par l'impôt pour la part des besoins fondamentaux de transport, par l'achat d'un titre pour le reste.

L'utopie associée à cet outil est double : plus de trappe à misère issue de l'impossibilité de se déplacer (un point qui deviendra rapidement sensible avec la fin de l'ère du pétrole) avec une conséquence intéressante qui est la maîtrise de la pression écologique liée aux transports puisque nous serons incités à utiliser les services publics.

### ***E. L'inclusion citoyenne : les villages du XXIème siècle***

Les outils précédents peuvent être mis en place séparément, mais il est également envisageable d'utiliser un outil structurel global et plus radical encore, presque utopique. Les défauts de nos sociétés sont issus d'une longue histoire et l'accumulation de bons choix et d'erreurs. Il est possible d'agir sur des cibles spécifiques, ou de décider de reconstruire notre société (au sens littéral du terme).

L'utopie est ici de lancer un urbanisme totalement nouveau et innovant par le biais de la construction de villages « pionniers » (l'outil). Ces villages devront avoir les caractéristiques suivantes :

- ils seront créés ex nihilo et conçus dès le départ en concertation avec leurs futurs habitants pionniers (l'esprit pionnier est naturellement inclusif ce qui est important pour augmenter le niveau de solidarité de la société)
- ils seront construits de façon à favoriser le rapprochement (pas de banlieues de clones) tout en préservant l'identité des foyers (on respecte l'identité des familles, on ne construit pas des phalanstères)
- ils seront construits de façon à trouver un équilibre démographique et sociologique
- ils seront construits dans l'optique de diminuer au maximum la pression sur l'écosystème (constructions HQE, ...)
- ils seront construits de façon à tirer avantage d'une écologie industrielle (les déchets de l'un devenant la matière première des autres)
- ils seront construits dès le départ pour traiter d'éventuels problèmes d'alimentation, de soin, d'asile.
- ils seront construits de façon à être énergétiquement autonomes voire excédentaires (faible consommation, production électrique par chaque foyer ou entreprise)
- ils seront construits de façon à diminuer et optimiser les besoins de transport
- ils seront construits dans la perspective de résister aux ruptures climatiques et énergétiques.

Une solution intermédiaire est de reconstruire des villages au sein même des villes, soit sur des friches, soit sur des quartiers à réhabiliter.



---

## VI. Conclusion

Le travail sur l'idéologie est fondamental mais pas suffisant, le socialisme est impuissant s'il n'est pas outillé pour une mise en œuvre et éclairé par une cible utopique.

En fait, au-delà de la nécessaire réflexion sur les idées, la rénovation politique passe aussi par le renouvellement des outils et des utopies : il faut abandonner l'outillage de type comptable et la prétention de réduire le monde à la seule économie, mais retrouver le sens d'une action structurelle (outils) sur la société) guidée par des principes et une philosophie (l'utopie).

